

Guinée : massacre en Françafrique

jeudi 8 octobre 2009, par [RYON \(du\) Bertold](#) (Date de rédaction antérieure : 7 octobre 2009).

La junte militaire au pouvoir en Guinée a commis un massacre sur la population civile, tuant 157 personnes.

Lundi 28 septembre, dans le stade de la capitale Conakry, l'armée guinéenne a ouvert le feu de façon préméditée sur un rassemblement de l'opposition civile, interdit à la dernière minute par le pouvoir. Le bilan est effroyable : au moins 157 personnes ont été tuées, plus de 1200 blessés par balle, de nombreux viols.

Ce massacre met fin à toutes les promesses d'une évolution pacifique et démocratique faites par le Conseil national pour la démocratie et le développement (CNDD), nom de la junte militaire dirigée par Dadis Camara. Ce dernier a pris le pouvoir à la mort l'ancien président dictateur, Lansana Conté, le 23 décembre 2008. Camara prétendait mettre fin au régime corrompu et dictatorial de l'oligarchie qui s'enrichissait de façon éhontée. Camara avait promis de rendre le pouvoir aux civils rapidement, après une période transitoire qui devait être mise à profit pour démanteler les réseaux de corruption. La junte montre aujourd'hui son vrai visage.

Le pays, où les syndicats sont exceptionnellement forts, a connu une grève générale en janvier et février 2007. La répression brutale de cette grève par le président Lansana Conté s'est soldée par plus de 120 morts.

En réaction au massacre du 28 septembre, le gouvernement français a annoncé l'interruption de sa coopération militaire. On apprend ainsi qu'elle a été reprise et qu'elle a même impliqué la livraison d'armes en 2008. Aujourd'hui, le pouvoir français semble divisé sur l'attitude à adopter vis-à-vis du régime guinéen. Les ministres des Affaires étrangères et de la Coopération, Bernard Kouchner et Alain Joyandet, ont condamné la répression. Kouchner semble décidé à rompre avec Dadis Camara qu'il considère comme un incalculable dangereux. Mais en même temps, Patrick Balkany, député-maire UMP de Levallois-Perret, qui sillonne depuis plusieurs mois l'Afrique en mission sans aucun mandat officiel pour Nicolas Sarkozy, reçoit le numéro deux de la junte guinéenne à Paris. Il l'a assuré que la candidature à la présidentielle de 2010 de Dadis Camara, le criminel qui s'accroche au pouvoir, ne « *posait pas de problème* » !

Plus que jamais, la solidarité avec les forces politiques civiles, les associations, les syndicats guinéens qui luttent pour une véritable démocratie et la lutte contre les complicités de la France avec les assassins s'imposent.

P.-S.

* Paru dans « TEAN » n° 25 (08/10/09).